



# Résolutions et motions du Léwòz de l'ANG du 28 juillet 2024

## An nou pran chimen a lémansipasyon

### RESOLUTION n°1

Le 28 juillet 2024, le Léwòz de l'ANG s'est réuni afin de discuter de la situation de notre pays. Des discussions fructueuses ont permis de dégager une position commune sur l'objectif premier du combat politique de l'ANG, sur son chemin d'émancipation vers l'indépendance et la pleine souveraineté.

Nous affirmons que, pour l'heure, la première étape est de faire vivre juridiquement notre nation, la situation l'exige. Les signes d'une disparition de notre pays sont visibles et notre devoir est d'utiliser tous les moyens dont nous disposons pour le sauver.

L'autonomie politique est, pour nous, la solution a minima qui pourrait réunir tous les anticolonialistes, et l'ensemble du peuple guadeloupéen dans un seul élan afin de sauver l'essentiel et ainsi transmettre aux générations futures un pays où leur épanouissement sera possible.

Faire de la Guadeloupe une collectivité autonome, une collectivité qui puisse avoir un certain nombre de prérogatives notamment en ce qui a trait à la protection de notre terre.

Que vive la collectivité autonome : Archipel Guadeloupe!

### RESOLUTION n°2

L'ANG en tant que parti politique vise la prise du pouvoir pour mettre en place son programme de construction d'une nation Guadeloupe souveraine.

Dans les conditions actuelles, cet objectif peut être atteint notamment par la voie démocratique et l'obtention d'élus dans toutes les strates de pouvoir, (économie, politique), capables de porter le projet d'émancipation. Aussi, l'ANG, en fonction de l'analyse des opportunités, participera aux prochaines élections dans notre pays, notamment les municipales de 2026 et les régionales de 2028. Il est entendu que ce positionnement électoral sera concomitant avec les efforts de transformation de l'électeur en citoyen impliqué, condition obligatoire pour faire émerger une démocratie éclairée.



## MOTION RELATIVE A L'AFFAIRE DITE DES « GRANDS FRERES »

- Considérant que la crise sociale qui a touché la Guadeloupe à la fin de l'année 2021 est essentiellement de nature politique car elle trouve sa source dans la dissonance entre le lieu où la loi est édictée (la France) et le lieu où on veut faire appliquer la loi (la Guadeloupe).
- Considérant, par conséquent, qu'il faut une réponse politique à un problème politique
- Considérant que quelques individus ne peuvent être tenus pour responsables d'un soulèvement social
- Considérant qu'une certaine logique judiciaire visant à transformer la préventive en punitive doit être combattue

L'ANG demande la libération immédiate des Guadeloupéens encore emprisonnés.

De plus, l'ANG exhorte les députés guadeloupéens à proposer une loi d'amnistie en rapport avec les événements de la fin d'année 2021 : il est temps que la Guadeloupe passe à autre chose.



## MOTION SUR LA VIOLENCE

La violence est un fléau très grave dans notre société issue des fers de l'esclavage, de la colonisation et du patriarcat. C'est un fléau qui revêt des formes modernes avec le basculement dans une société de consommation à outrance où la frustration, qui est utilisée comme moteur économique, quand elle n'est pas gérée, aboutit à des faits de violence et de prédation.

L'ANG a conscience que, pour s'épanouir, les individus ont besoin de sécurité et de protection et que penser une société saine, c'est lui garantir des espaces dans lesquels l'intégrité physique, morale, économique, sexuelle, médicale de chacune et chacun est prise en compte et respectée.

Notre organisation sait également qu'il faut bien cerner les maux dont nous souffrons si nous voulons y apporter des solutions pérennes et valables.

L'ANG s'engage à :

- Poursuivre son travail d'investigation et de collecte de données concernant les violences
- Ouvrir des espaces de parole et d'écoute destinés aux victimes de la violence : à commencer par les victimes de violences intrafamiliales et les parents de jeunes en difficulté
- Ouvrir des espaces de parole et d'écoute destinés aux jeunes en difficulté
- Comprendre les mécanismes qui mènent aux actes violents et proposer des solutions concrètes sur le court et sur le long terme.



## MOTION SUR LE FEMINISME.

L'ANG défend un chemin d'émancipation propre à la Guadeloupe. Plus qu'un changement de statut politique, notre ambition est de créer les fondements d'une société guadeloupéenne libre, responsable, reposant sur notre *karésol*. Cette émancipation concerne le pays mais aussi les femmes et les hommes qui le composent. Nos luttes d'émancipation doivent permettre d'éliminer toutes les dominations qui entravent l'épanouissement des individus.

Dans cette perspective, l'ANG se revendique féministe. Dans un pays créé sur des rapports de race, de classe et aussi sur des hiérarchies sexistes imposées, nous devons travailler à la libération de tous. Notre féminisme n'est cependant pas un sectarisme, c'est une grille de lecture devant nous permettre d'envisager la situation particulière des femmes, la socialisation des enfants, les typologies de nos familles. L'égalité n'a de sens que si elle ouvre les conditions d'une réelle liberté individuelle, qu'elle offre à chacun les conditions et les opportunités pour choisir plutôt que l'assignation à un cadre traditionnel hérité de la religion et de la colonisation. L'égalité, sans l'émancipation de toutes les assignations faites aux hommes et aux femmes, est forcément contre-productive et porte les germes de la violence que nous connaissons.

Aujourd'hui, plus de 40 % des familles sont dites monoparentales, des familles qui font souvent partie des foyers sous le seuil de pauvreté. Une réalité qui interroge sur la place du père. Ces familles bénéficient cependant d'une solidarité intrafamiliale et intergénérationnelle.

Les femmes réussissent, en moyenne, mieux leur parcours scolaire mais sont moins nombreuses à poursuivre des études et intégrer des circuits d'excellence. Dans le monde du travail, elles sont plus nombreuses à se déclarer victimes de pression sur leur lieu de travail. Enfin dans le milieu politique, même si la Guadeloupe a été pionnière avec des figures emblématiques comme celle de Gerty Archimède, les femmes sont souvent aujourd'hui présentes comme faire-valoir. Elles sont peu nombreuses à la tête de formation politique ou syndicale bien que très actives.

Nous prônons un féminisme qui nous rassemble, afin de construire un mouvement large, populaire et de masse, qui s'écoute, qui apprend, qui crée des passerelles qui nous sont propres.

Dans cette perspective, l'ANG s'engage à travailler sur ces questions pour un projet politique et sociétal favorisant l'épanouissement des femmes et des jeunes filles. Les conditions de l'émancipation dépendent des ressources sociales, économiques et culturelles. L'ANG s'engage aussi dans son action politique et dans ses démarches électorales à favoriser et soutenir l'engagement des femmes en politique.

L'ANG s'engage :

- À défendre le droit de toutes les femmes en leur reconnaissant le droit à l'autodétermination (religion, famille, sexualité etc) contre les oppressions patriarcales, misogynes, machistes et racistes.
- À valoriser et susciter le leadership féminin, l'engagement et la prise de responsabilité des femmes au sein de l'organisation et en dehors.
- À organiser les activités de notre organisation afin de permettre aux femmes de s'y engager pleinement.
- À reconnaître et promouvoir le travail intellectuel des femmes, des universitaires, des expertes et à susciter leur prise de parole au cours de nos activités.
- À combattre l'idéologie patriarcale comme élément structurant chaque aspect de notre vie en définissant les rôles et les contraintes qui pèsent sur les individus suivant qu'ils soient femme ou homme. Une lutte contre un système et pas contre les individus.
- À s'assurer de la reconnaissance des femmes qui ont marqué notre histoire afin d'en faire des modèles pour la jeune génération.
- À permettre le développement d'un mouvement féministe fort, combatif, qui crée du collectif, permet l'émergence d'espaces communs pour l'élaboration politique et stratégique.



- À combattre et dénoncer les violences sexuelles. Nous prônons une déontologie guidée par l'intégrité ET LA RESPONSABILITE.

31



## MOTION PROTECTION DES TERRES ET DU PATRIMOINE

Une nation est définie comme un ensemble d'êtres humains vivant dans un même territoire, ayant une communauté d'origine, d'histoire, de culture, de traditions, parfois de langue, et constituant une communauté politique.

La Guadeloupe en tant que territoire insulaire est particulièrement vulnérable. Les dangers d'une expansion non concertée des constructions et de l'emprise anthropique ajoutés à ceux du réchauffement climatique font peser de graves menaces pour la préservation du patrimoine guadeloupéen.

L'ANG s'engage

- A mener des actions de sensibilisation pour que les Guadeloupéens soient conscients de leur patrimoine physique (surface en terres émergées mais aussi de la ZEE de 88 000 km<sup>2</sup>), de leur patrimoine biologique (la Guadeloupe est un hotspot de biodiversité) et de leur patrimoine culturel (344 pratiques patrimoniales mises en œuvre, conservées et transmises).
- A alerter pour que l'aménagement du territoire soit concerté, respectueux des équilibres des écosystèmes et prioritairement au service du collectif (et non d'intérêts particuliers). Notamment, nous appelons à la vigilance sur tous les grands projets qui, sous couvert de développement économique, sacrifient des terres agricoles, des espaces forestiers essentiels à la sauvegarde de notre biodiversité.
- A travailler pour la mise en place d'une réglementation pour la protection de notre foncier contre la spéculation immobilière.
- A mettre sur pied des brigades citoyennes d'action et de collaboration avec d'autres réseaux associatifs pour l'utilisation du foncier commun qui a été préservé grâce aux luttes de nos prédécesseurs.



## MOTION : LA CARAÏBE, UNE ZONE DE PAIX

Notre pays, la Guadeloupe, est situé au milieu de l'arc Caraïbe qui bénéficie pour le moment d'une relative paix qu'il faut maintenir. Ailleurs dans le monde, la situation est extrême. Les puissances moyennes et grandes se font face afin de recomposer leur domaine d'influence.

Des guerres éclatent. Les classes dirigeantes souffrent très peu de cette situation mais les peuples sont aux abois. Le repositionnement de la France dans l'Indo-Pacifique est en partie la cause du reniement de sa parole en Kanaky.

Cette quiétude ne doit pas pour autant nous faire baisser la garde. Notre Caraïbe est une zone de paix et elle doit le rester, pour nos enfants, pour un développement économique, social et culturel harmonieux.

### L'ANG

- Appelle les dirigeants de la zone, à tout faire pour préserver la paix
- Appelle à une solution pacifique entre le Venezuela et le Guyana à propos de l'Essequibo
- Dénonce l'embargo américain sur Cuba vieux de plus de 60 ans, embargo qui crée une situation extrêmement difficile pour le peuple frère de Cuba,
- Appelle à une réflexion sur un nouvel ordre mondial qui respecte la souveraineté, l'intégrité territoriale et la coexistence pacifique.



## MOTION SUR HAÏTI

Pays le plus peuplé de la grande Caraïbe avec la République Dominicaine, Haïti subit depuis plusieurs années les méfaits de gangs armés qui empoisonnent la vie du peuple. Cette terrible situation n'est que la conséquence d'une longue période d'instabilité entretenue par les impérialismes français et américains depuis l'indépendance.

Haïti se noie dans de grandes difficultés ; les écoles, les hôpitaux, les orphelinats, les maternités, les commissariats, les mairies, aucune institution n'est épargnée.

Les communications entre les différentes parties du pays sont impossibles, la capitale Port-au-Prince est encerclée par des gangs. Le gouvernement est inexistant, les américains tentent d'imposer encore une fois leurs positions. Cette instabilité entraîne une émigration importante de fils et filles d'Haïti cherchant des lendemains meilleurs.

Cette situation extrêmement difficile mérite notre attention. Nous apportons notre soutien au peuple frère d'Haïti. Seule l'installation d'un régime démocratique, débarrassé des tutelles étrangères, soucieux des besoins vitaux de la population saura remettre Haïti dans les rails du développement et permettre l'épanouissement de son peuple.

Aujourd'hui, le secteur agricole est sous tension malgré les efforts des agriculteurs. Ce secteur qui fait vivre près de deux tiers de la population a le potentiel pour assurer la sécurité alimentaire du peuple haïtien si les conditions sont réunies.

Nous appelons à soutenir les forces de progrès qui travaillent d'arrache-pied à sortir Haïti de la dépendance internationale en s'appuyant sur son agriculture.

Nous appelons tous les démocrates sincères à œuvrer afin d'aider Haïti à sortir de cette impasse





## MOTION SUR LA KANAKY

En septembre 1853, la France par un acte scélérat prend possession de la Kanaky, c'est le début de la colonisation française. Elle y installe un bagne, elle dépossède les kanaks de leur terre, impose sa loi par la force, massacre les populations autochtones, tue, viole, détruit une civilisation millénaire.

### **C'est cela la colonisation**

Le peuple kanak avec héroïsme a résisté sur la terre de ses ancêtres et a connu des heures douloureuses avec des pertes humaines.

Il a cependant accepté de faire vie commune avec les descendants des colons. Et c'est ainsi que les accords de Matignon en 1988 puis de Nouméa en 1998 ont vu le jour. Ces accords stipulaient la reconnaissance du peuple kanak, son droit à la pleine souveraineté et la sauvegarde du droit du Peuple Kanak à disposer de lui-même grâce au gel du corps électoral.

Dans sa nouvelle stratégie géopolitique dans l'Indopacifique et sa volonté de faire main basse sur le nickel calédonien, le gouvernement français a décidé de retirer sa parole. Il a décidé le dégel du corps électoral afin de rendre le peuple Kanak minoritaire chez lui. Il s'agit donc d'une reprise de la colonisation de peuplement.

Depuis le 28 mars 2024, les Kanaks ont manifesté pacifiquement avec la Cellule de Coordination des Actions de Terrain (CCAT). La situation s'est brutalement tendue le 13 mai 2024 avec le vote de la loi sur le dégel du corps électoral par l'assemblée nationale française

Face à la trahison de la parole du gouvernement français et sa volonté de ne pas respecter le droit du peuple kanak à disposer de lui-même, la jeunesse Kanak s'est révoltée. Au 13 juin 2024, neuf morts sont à déplorer.

Les événements qui se déroulent en Kanaky sont très instructifs pour notre propre combat pour l'émancipation de notre nation.

### **L'Alyans Nasyonal Gwadeloup réaffirme son soutien indéfectible**

#### **à la cause kanak**

#### **L'ANG**

- Exige la libération immédiate et sans conditions de tous les militants politiques emprisonnés et déportés suite aux soulèvements de mai 2024.
- demande le retrait pur et simple de la loi sur le dégel du corps électoral.
- demande la médiation de la communauté internationale par le biais de l'ONU dans ce conflit. La Kanaky étant sur la liste des pays à décoloniser, l'ONU doit veiller à ce que le processus de décolonisation se passe dans les règles.
- demande à tous les Guadeloupéens de participer à toutes les manifestations de soutien à la Kanaky.
- demande au gouvernement français de prendre les dispositions nécessaires pour faire cesser les agissements et juger les milices caldoches ayant déjà causé la mort de plusieurs fils et filles de Kanaky.

#### **Fòs pou Kanaky !**





## MOTION SUR LA PALESTINE

Suite à l'attaque du 7 octobre 2023, Israël avec son gouvernement d'extrême droite, dirigé par Benjamin Netanyahu a entrepris une guerre d'extermination du peuple palestinien.

Malgré les résolutions des institutions internationales, notamment de l'ONU, le massacre continue. Les images venant de Gaza sont tous les jours de plus en plus effroyables, les exactions commises par les colons et l'armée israélienne en Cisjordanie sont innombrables.

Le nombre de personnes tuées dépasse aujourd'hui les 38 000, pour la plupart des enfants (15 000) et des femmes (9 000). Le chiffre des blessés atteindrait 90 000 personnes. La population subit des déplacements incessants pour échapper aux bombardements de l'armée israélienne qui n'épargne rien, ni écoles, ni hôpitaux, ni maternités.

**La bande de Gaza est devenue une prison à ciel ouvert.**

Cette situation intolérable doit cesser. La communauté internationale doit se mobiliser pour faire arrêter cette folie, ce génocide.

Le gouvernement français est un soutien inconditionnel de l'état d'Israël, il soutient très timidement les résolutions de l'ONU qui demandent l'arrêt immédiat des bombardements sur Gaza. Il refuse de reconnaître la Palestine contrairement à d'autres pays européens, condition importante pour avancer sur une solution à deux Etats.

**L'Alyans Nasyonal Gwadeloup se tient aux côtés du peuple palestinien.**

**L'ANG :**

- demande un cessez-le-feu immédiat afin de permettre l'acheminement de l'aide aux palestiniens,
- demande à l'ensemble du peuple gwadeloupéen de soutenir le peuple palestinien en lutte pour sa survie,
- demande à la communauté internationale d'intervenir pour imposer la solution à deux états.

Nous soutenons fermement le peuple palestinien, qui comme nous subit la colonisation et se bat pour sa liberté.

